

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 03 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08 février 2023

Contexte et constats

Publié sur



Suez RV Nord Est

Route de Mousson
54700 Lesmenils

Références : TETING-SUR-NIED_SUEZ-RV-NORD-EST_2023-02-27_RAPVI_AN_LVB_24543
Code AIOT : 0006201922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 février 2023 dans l'établissement Suez RV Nord Est implanté 57385 Teting-sur-Nied.
L'inspection a été annoncée le 19 janvier 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Suez RV Nord Est
- 57385 Teting-sur-Nied
- Code AIOT : 0006201922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Teting-sur-Nied, autorisée par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 modifié.

La visite d'inspection du 8 février 2023 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale traçabilité et acceptabilité des déchets dans les installations d'élimination.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Registre chronologique ;
- Traçabilité des déchets ;
- Obligations de tri.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre chronologique	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre national électronique RNDTS	Code de l'environnement du 25 mars 2021, article R.541-43-1-II	/	Sans objet
3	Rapport annuel de caractérisation	Code de l'environnement du 19 septembre 2021, article R. 541-48-3-IV (partiel)	/	Sans objet
4	Attestation sur l'honneur	Code de l'environnement du 1 ^{er} janvier 2022, article R541-48-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur le contenu du registre de déchets entrants, la présence des protocoles de caractérisation, la transmission des attestations annuelles des producteurs et la transmission du registre au RNDTS.

L'inspection ne relève pas d'écart aux prescriptions contrôlées nécessitant une action corrective de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre chronologique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques - Déchets – registre chronologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : – la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : – la dénomination usuelle du déchet ; – le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; – s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; – la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; – l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; – la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : – le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre des déchets entrants pour le mois de janvier 2023. Celui-ci contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre national électronique RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25 mars 2021, article R.541-43-1-II
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des terres excavées et sédiments", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.</p> <p>Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un compte utilisateur pour le Registre National des Déchets Terres excavées et Sédiments (RNDTS).</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre des déchets entrants pour le mois de janvier 2023, contenant l'ensemble des éléments demandés pour la transmission au RNDTS ainsi que le format adéquat accepté par l'application.</p> <p>Cependant, l'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées que l'application RNDTS développée par le BRGM est inutilisable en l'état. En effet, il n'est pas possible de créer plusieurs comptes utilisateurs et administrateurs, tel que prévu par l'application Trackdéchets. Ainsi, en cas d'absence de la personne possédant l'unique compte administrateur, il n'est pas possible de réaliser la transmission. De plus, l'apport en masse du contenu du registre des déchets entrants n'est pas encore possible. L'exploitant doit entrer manuellement les informations du registre des déchets entrants pour chaque apport de déchet. Pour une journée, cela représente environ 100 camions, soit la création de 100 lignes manuelles.</p> <p>L'exploitant a fait remonter ces problématiques au BRGM, développeur de l'outil, mi-décembre 2022. La fonctionnalité d'apport en masse du contenu du registre des déchets entrants est attendue dans une prochaine version de l'application. L'exploitant a également demandé au BRGM de créer une passerelle avec l'application Trackdéchets pour les créations de comptes utilisateurs et administrateurs, dont la création initiale dans Trackdéchets était de l'ordre de plusieurs mois.</p> <p>La transmission des données constitutives du registre des déchets entrants au moyen du télé-service est applicable depuis le 1^{er} janvier 2023. Cependant, une période de tolérance est prévue pour la régularisation de la transmission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les registres tenus en 2022, au 30 juin 2023 ; - pour les registres tenus en 2023, au 1^{er} mai 2023 ; - à compter du 24 avril 2023, la transmission doit être effective au plus tard 7 jours après la production du déchet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rapport annuel de caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19 septembre 2021, article R. 541-48-3-IV (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques - Obligation de tri du producteur de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant ne dispose d'aucun rapport de caractérisation fourni par les producteurs des déchets apportés dans l'installation. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le producteur de déchets peut faire le choix : - de réaliser par lui-même le rapport de caractérisation, auquel cas il doit disposer des engins et compétences nécessaires ; - de mandater un organisme pour réaliser le rapport de caractérisation ; - avec accord de l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux, de déléguer la production du rapport annuel de caractérisation à l'exploitant. Actuellement, la société Suez RV Nord Est ne souhaite pas se positionner sur la réalisation de cette tâche. L'exploitant a par ailleurs expérimenté et présenté à l'inspection un rapport de caractérisation réalisé sur le centre de tri de Suez RV Lorraine Fameck le 10 novembre 2022. Les rapports de caractérisation doivent être transmis par les producteurs de déchets depuis le 1er juillet 2022. Une période de tolérance initialement mise en place jusqu'au 31 décembre 2022, est prolongée jusqu'en septembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Attestation sur l'honneur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 1 ^{er} janvier 2022, article R541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de tri du producteur de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitant a intégré la liste des obligations de tri des producteurs de déchets, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et l'attestation sur l'honneur (signature électronique) à ses Fiches d'Informations Préalables (FIP).</p> <p>L'exploitant a présenté le formulaire vierge à remplir par les producteurs de déchets qui est intégré aux FIP.</p> <p>Celui-ci comporte :</p> <ul style="list-style-type: none">- En premier lieu des conditions à cocher pour déterminer si le producteur est ou non exempté de fournir une attestation sur l'honneur ;- En second lieu, les obligations de tri à effectuer ainsi qu'une case vierge pour démontrer le respect de ces obligations ;- Dernièrement, un encadrement réservé à la signature électronique à remplir par le représentant légal du producteur de déchets. <p>A la date d'anniversaire de la signature de l'attestation sur l'honneur, un courriel automatique est envoyé au producteur du déchet lui demandant de fournir à nouveau une attestation pour l'année à venir. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le modèle du courriel vierge à destination des producteurs.</p> <p>L'exploitant différencie les entreprises privées des collectivités publiques, pour lesquelles un formulaire complémentaire est demandé, puisque la FIP n'est pas adaptée.</p> <p>L'exploitant a présenté une FIP du 6 janvier 2023 de la société Véolia Eau contenant l'ensemble des éléments demandés pour l'attestation sur l'honneur des obligations de tri.</p> <p>De plus, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le formulaire du 13 décembre 2022 rempli par la commune de Saint Avold présentant ses obligations de tri et la démonstration du respect de ces obligations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet